

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Noyarey

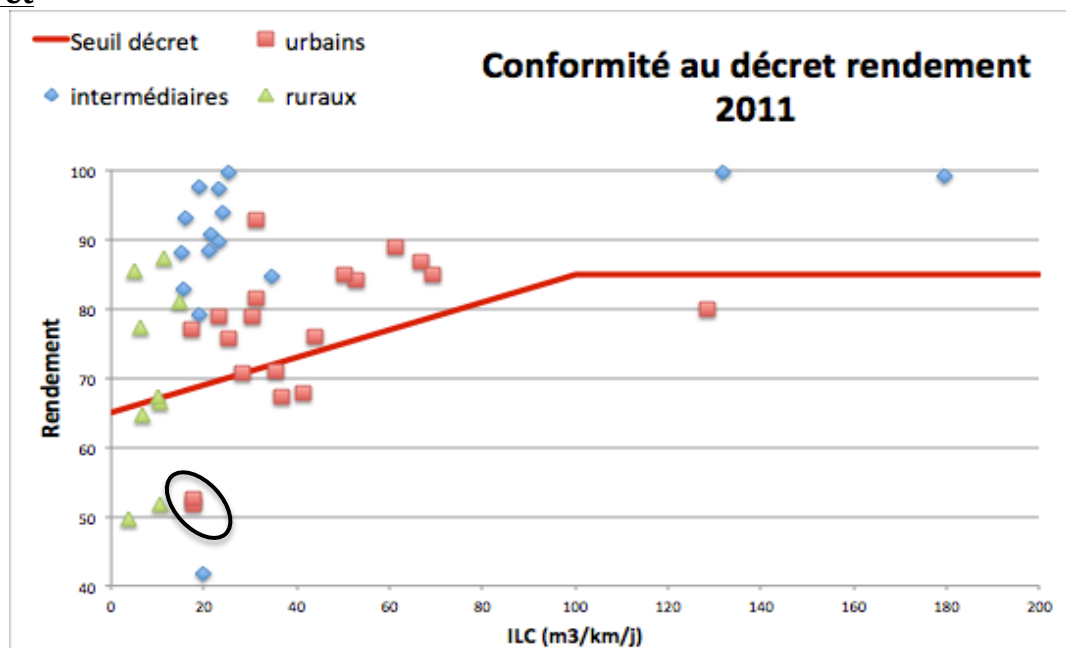
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 935 ILC : 17,6 m ³ /km/j Habitants : 2 309 Densité habitants* : 142 hab/km Mode de gestion : <i>affermage</i> Branchements : 923 Date de règlement de service : Volume entrant : 200 Mm ³ <i>non disponible</i> Volume facturé : 96 Mm ³ Linéaire de réseau : 19,8 km Installation de traitement : <i>non</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 5 captages, 3 maillages, 5 réservoirs Nombre total de compteurs : 957 Pourcentage de compteurs +12 ans : 34,5 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0,95 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,96 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 52,5 % Indice Linéaire de Pertes* : 49,4 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 40/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 68,5% Rendement 2011 : 52,5% rendement lissé sur 3 ans* : 58,5% <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 0 Evaluation du coût de remplacement* : 0€ Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>immédiat</i>	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 85 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 17 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 13,3 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,25 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : 34,4 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Noyarey est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie urbaine (carrés bruns). En 2011 son rendement était de 52,5%. Il était inférieur de 16 points au seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 58%. Il avait augmenté jusque 64% en 2010, avant de chuter à sa valeur de 2011. En effet, le service d'eau a concentré ses efforts sur d'intenses renouvellements de conduites et n'a donc pas pu mener de campagne de recherche de fuites pendant cette période. Cependant, le niveau de rendement pourrait prochainement augmenter puisque le service est engagé dans une phase de renouvellement des conduites relativement soutenue (en moyenne 0,96% renouvelé par an depuis 5ans).

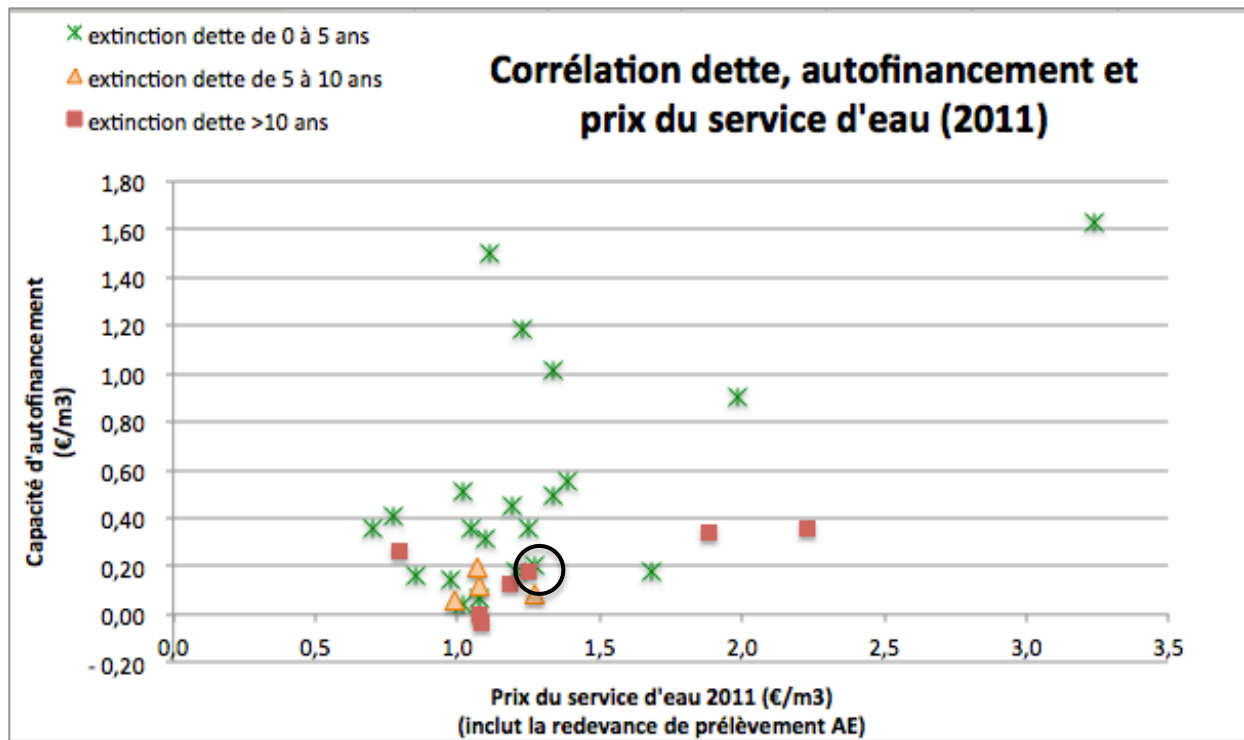
On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Noyarey est de 49,4 m³/km/j, et semble stable depuis quelques années (49,2 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Noyarey présentait des fuites importantes. La lutte contre les fuites devient un enjeu prioritaire pour la collectivité. Ainsi, la collectivité a prévu de mener de nouveaux travaux (prévisionnel : 100k€) qui devraient permettre notamment de réduire la pression importante du réseau et donc diminuer l'ampleur de ces fuites. Depuis 2012, l'agence de l'eau RMC accorde des subventions aux collectivités menant des études ou des travaux pour lutter contre les fuites. Ces subventions peuvent financer jusqu'à 50% des projets, répartis sur 2 ans. Certaines collectivités du territoire ont déjà pu en bénéficier.

Outre la performance du réseau, le service d'eau de Noyarey semble confronté à d'autres enjeux.

La connaissance patrimoniale est devenue un nouvel objectif réglementaire suite au décret "rendement". Le service d'eau dispose d'une connaissance limitée de son réseau (40/100). Son amélioration lui permettrait d'identifier plus facilement les zones fragiles du réseau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement à l'aide d'une pyramide des âges.

On notera que les compteurs semblent assez jeune (34% a plus de 12 ans) et qu'il convient de maintenir ce niveau pour éviter que le parc ne vieillisse trop.

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Noyarey est entourée.

Son extinction de dette est de 13,3ans (supérieure à 10 ans, carré brun) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,18 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,25 €/m³.

Cela traduit *a priori* une santé financière délicate du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est relativement élevé sur le territoire mais ne permet de dégager qu'un autofinancement limité de 18 cts/m³ facturés.

Le niveau de dette est assez important (650 k€ en 2011), probablement en lien avec les travaux engagés.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement semble trop limitée pour financer d'importants travaux de renouvellement (CAF=60 k€/an en 2011). Pour dégager davantage d'autofinancement, Noyarey dispose d'une courte marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une courte marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt. Il est cependant déconseillé de s'imposer une durée d'extinction de la dette supérieure à 12 ans.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.